

**MAÎTRE DU FRANC** Le patron de la Banque nationale suisse (BNS) Philipp Hildebrand se bat ces jours pour éviter un franc trop fort. Ici dans son bureau de Zurich.

*Dominic Büttner / Pixsil*



[HOME](#) > [ACTUALITÉ](#) >

A- A+

Philipp Hildebrand

## «L'Europe en gardant le franc, ce serait possible»

*Par Alain Jeannet, Geneviève Brunet - Mis en ligne le 25.08.2010 à 18:04*

**INTERVIEW. L'ampleur des moyens jetés par la Banque nationale suisse dans la bataille contre la déflation a fragilisé son bilan. Alors que la crise n'est pas encore terminée.**

A 47 ans, l'homme qui avec ses deux collègues de la direction générale de la Banque nationale suisse (BNS) doit tenter de garder le cap de la stabilité des prix a déjà une riche expérience du monde financier. Et un épais carnet d'adresses.

Membre de la direction générale depuis 2003, il a été associé à l'élaboration du plan de sauvetage d'UBS. Celui qui fait parfois figure de surveillant un peu trop rigoureux de la stabilité du système financier connaît trop bien la partie pour être soupçonné de sous-estimer les effets de régulation. Représentant de la Suisse au Conseil de stabilité financière il affiche une réelle aisance dans les relations internationales.

**On parle de vous comme de l'homme qui aurait, en Suisse, le plus de pouvoir. Vrai?**

Non. Le mandat et le travail de la BNS sont définis par la loi et la Constitution. Nous essayons de les accomplir au mieux. Je conçois surtout mon rôle en termes de responsabilités.

**Mais la BNS a pris, depuis 2008, des décisions d'une ampleur exceptionnelle. Du jamais vu jusqu'ici...**

Nous avons vécu la plus grande crise économique et financière depuis les années trente, dans le monde atlantique. Mais, contrairement à ce qui s'était passé à l'époque, les autorités ont réagi massivement.

Dans la majorité des pays, cette riposte massive a été menée conjointement aux niveaux monétaire et fiscal. En Suisse, cette réaction féroce à un problème énorme a été axée sur la

politique monétaire. En résumé, la Banque nationale est intervenue très énergiquement, avec l'objectif d'éviter une spirale de déflation.

### **Et si vous ne l'aviez pas fait?**

L'économie réelle s'en serait trouvée gravement affectée. Nous aurions risqué une spirale déflationniste et un taux de chômage qui aurait pu atteindre quelque 8%.

### **Pour ce faire, vous prenez des risques importants.**

Il n'y a pas de free lunch. Ainsi, les coûts potentiels de cette crise se trouvent concentrés dans le bilan de la BNS, pour l'instant sous forme de risques. Dans les pays ayant réagi à la fois par la politique monétaire et la fiscalité, les risques principaux portent sur la capacité à assumer le poids de la dette publique.

### **Les risques que vous avez pris restreignent-ils votre marge de manœuvre?**

Concrètement, la BNS a enregistré une perte de 2,8 milliards de francs au premier semestre. Cela représente un peu moins d'un demi pour cent du PIB. La marge de manœuvre est définie par notre mandat. Une politique monétaire extrêmement expansive ne pourrait pas être poursuivie si elle menaçait de mettre en péril la stabilité des prix à long terme.

Ce défi est particulièrement ardu dans des environnements où, à court terme, se manifestent plutôt des risques de déflation; alors que l'inflation reste indubitablement une menace à plus long terme.

***«NOUS AURIONS RISQUÉ UNE SPIRALE DÉFLATIONNISTE ET UN CHÔMAGE QUI AURAIT PU ATTEINDRE 8%.»***